



L'ACTUALITÉ DE LA FÉDÉ :

Dans ce
Numéro...

ENFIN UN RAPPORT QUI POURRAIT DONNER DES RÉSULTATS

La Fédération québécoise de l'autisme a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du dernier rapport du Vérificateur général du Québec (VGQ) dont un chapitre entier était consacré au programme déficience intellectuelle et troubles envahissants du développement, **programme dont les dépenses ont totalisé 868,6 millions en 2011-2012.** Les constats du Vérificateur sont éloquentes sur l'état des services offerts à ces clientèles.

Les travaux de vérification ont été réalisés auprès du MSSS, de trois agences de la santé, de trois CSSS et de trois CRDITED. Grosso modo, les objectifs de vérification étaient de regarder si chaque instance réalisait ses rôles et responsabilités. L'intérêt des travaux du VGQ réside dans le fait qu'il y aura un suivi des recommandations dans trois ans, cinq dans le cas de progrès insatisfaisants.

Les constats du Vérificateur

- **1. Accès difficile aux services.** L'obtention d'un diagnostic de TED est longue et ardue pour les trois régions visitées et un nombre élevé d'utilisateurs ne reçoivent pas les services dans le délai établi par le ministère. De plus, le portrait que suit le ministère sur l'accès aux services ne porte que sur 37 % des personnes en attente.

Diagnostic : le délai peut être d'environ deux ans (incluant l'attente pour avoir accès à l'évaluation et les résultats). C'est le CSSS qui a la responsabilité d'orienter l'enfant vers un service d'évaluation et il ne suit pas les délais prescrits (plan d'accès), ce qui limite l'intervention précoce auprès des enfants TED. De plus, le ministère ne fait pas de suivi. **Près du quart des parents** utilise le secteur privé pour obtenir un diagnostic plus rapidement (entre 800 et 1 500 \$).

Services : un nombre élevé d'utilisateurs ne reçoivent pas les services dans le délai établi par le plan d'accès. Le ministère a un portrait partiel, soit les clients qui attendent pour le 1er service ce qui ne représente que 37 % de la clientèle en attente.

Accès : les établissements vérifiés ne font pas le suivi prévu au plan d'accès auprès des familles dont la demande est de priorité modérée.

L'actualité de la Fédé:

- Enfin un rapport qui pourrait donner des résultats
- Des nouvelles arrivées à la FQA
- La journée annuelle de la FQA

Le dossier : 7

Les 21 ans et plus : activités socioprofessionnelles et communautaires

Zoom sur : 8

Le blogue de Marie-Josée

Des nouvelles des membres 9



Le portrait de l'accès aux services est partiel puisque l'on ne tient compte que de la première intervention qui souvent ne correspond pas au besoin réel de la personne. Cette intervention pourrait être par exemple un appel téléphonique ou une activité de groupe. On ne tient pas compte non plus des usagers en attente avant novembre 2010, date à laquelle tous les standards d'accès auraient dû être appliqués.

Certains usagers attendent un service d'intégration résidentielle depuis 8 ans, d'autres 11 ans. Depuis la mise en place du plan d'accès, le nombre d'usagers en attente a augmenté de 13 %.

- **2. Grande variation de l'intensité des services spécialisés (en heures) entre les CRDITED vérifiés et entre les types de clientèle. Peu d'analyses sont réalisées par le ministère pour expliquer les écarts.**

Intensité des services spécialisés : varie grandement d'un établissement à l'autre. Les personnes ayant un TGC ou celles de plus de 21 ans ont besoin d'une intensité plus élevée que ce qu'ils reçoivent actuellement.

Moins de 6 ans : intensité du nombre d'heures d'ICI en décroissance, moyenne de 12,8 heures/semaine et pour 20 % des CRDI, moins de 10 heures/semaine.

6-21 ans : devraient bénéficier de services particulièrement dans les périodes de transition. On constate cependant que l'intensité des services diminue de façon importante lors de l'entrée à l'école.

21 ans et plus : reçoivent peu de services des CRDITED et l'intensité varie d'une région à l'autre.

- **3. Continuité des services partiellement assurée. Les mécanismes prévus pour assurer la continuité des services ont été mis en place partiellement par le ministère, les agences et les établissements vérifiés. De plus, des zones grises subsistent quant au partage des rôles et responsabilités entre les CSSS et les CRDITED.**

Plan de services individualisé (PSI) et intervenant pivot : appliqué partiellement. Le PSI est présent dans 22 % des cas et il y a peu d'intervenants pivots du réseau pour en assurer la coordination.

Un seul des trois CSSS vérifiés avait un projet clinique DI-TED et un seul a défini une trajectoire de services. La continuité des services est compromise parce que la coordination entre CSSS et CRDITED est déficiente.

- **4. Peu d'analyses comparatives des coûts et aucune analyse de productivité des ressources humaines. Il y a des écarts importants de coûts entre les CRDITED et, pour une proportion importante du temps des intervenants, les services ne sont pas effectués en présence de l'utilisateur.**

Une portion importante du temps des intervenants cliniques professionnels n'est pas consacrée à des services en présence de l'utilisateur.

- **5. Évaluation de la qualité des services à parfaire. Certains mécanismes existent, mais ils ne sont pas intégrés. Les CRDITED n'ont pas mis en place de processus global pour évaluer la qualité des services.**

Une démarche d'évaluation d'un CRDITED a mené aux conclusions suivantes :

- Manque d'outils pour l'évaluation des besoins de l'utilisateur;
- Consignes non uniformes d'un secteur à l'autre, notamment sur la façon de préparer un plan d'intervention;
- Critères de réussite des interventions difficilement mesurables.





● **6. Financement des services établi sur une base historique.** Le financement des services n'est pas accordé en fonction des besoins, pas plus qu'il ne tient compte de la hausse significative de la clientèle présentant un TED ces dernières années.

Les établissements ne savent pas quelles sont les ressources financières requises pour répondre aux besoins de leur clientèle.

Selon les données du ministère, **la clientèle TED a augmenté de 179 %** entre 2003-2004 et 2010-2011. Le ministère n'a pas réajusté son mode de financement pour en tenir compte.

● **7. Soutien aux familles** offert par les CSSS vérifiés **non revu depuis plus de 20 ans**. Les montants pris en compte dans le calcul des allocations directes n'ont pas été ajustés. Les **critères d'attribution varient d'une région à l'autre**.

Aucun standard provincial ni aucune mesure d'harmonisation des critères d'attribution.

● **8. Orientations ministérielles du programme non revues.** Les orientations ministérielles n'ont pas été mises à jour depuis leur publication il y a 10 ans et leur suivi est incomplet, ce qui retarde ainsi l'application des mesures.

Trois bilans faits en TED (mais pas d'évaluation), dont le dernier qui souligne que plusieurs mesures tardent à s'implanter, que l'offre de services aux personnes TED est inégale et varie d'une région à l'autre.

● **9. Absence d'arrimage des systèmes d'information.** Cette absence ne favorise pas la circulation de l'information et, par conséquent, nuit au continuum de services.

Les systèmes d'information des CSSS et des CRDI-TED ne sont pas arrimés et pas de banque de données commune. L'un n'a pas accès aux données de l'autre. L'arrimage était prévu pour 2005.

RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR

● **Recommandations au ministère, en collaboration avec les agences**

- S'assurer de bien suivre l'ensemble des délais d'accès aux services. Suivre l'intensité des services spécialisés tout en faisant l'analyse des écarts entre les centres de réadaptation.

- Veiller à ce que des mécanismes soient mis en place par les établissements pour assurer la continuité des services.

- Fixer des balises quant à la répartition du temps des intervenants cliniques pour les services effectués notamment en présence de l'utilisateur et en effectuer le suivi.

- Établir des orientations pour l'évaluation de la qualité des services rendus aux usagers dans les centres de réadaptation.

- Mettre à jour les orientations ministérielles et déterminer des indicateurs de gestion et des cibles permettant d'évaluer et de suivre la performance du programme.

- Revoir le mode de financement des services afin qu'il tienne compte des besoins des personnes.

- Revoir les allocations directes et les critères d'attribution concernant les mesures de soutien aux familles afin de mieux répondre aux besoins et d'harmoniser les pratiques.

- Arrimer les systèmes d'information du programme afin de favoriser la circulation de l'information et la continuité des services tout en s'assurant de la confidentialité des données.





L'ACTU DE LA FÉDÉ (SUITE)

● **Recommandation aux agences vérifiées, en collaboration avec les CSSS**

Prendre les moyens afin que les diagnostics d'un trouble envahissant du développement soient accessibles dans un délai raisonnable.

● **Recommandation aux CSSS et aux CRDITED vérifiés**

Mettre en place les mécanismes pour assurer la complémentarité et la continuité des services.

● **Recommandations aux CRDITED vérifiés**

- Prendre les mesures pour réduire le délai d'accès à leurs services, y compris les services professionnels spécialisés.

- Offrir une intensité de services spécialisés adaptée aux besoins des usagers, dont ceux ayant un retard global de développement ainsi que ceux avec un trouble grave du comportement.

- Mettre en place des mesures afin de maximiser la proportion du temps que les intervenants cliniques passent en présence des usagers.

- Mettre en œuvre un processus d'évaluation de la qualité des services rendus aux usagers.

● **Recommandation aux CRDITED vérifiés, en collaboration avec les agences**

Effectuer de façon périodique des analyses comparatives de leurs coûts et de la productivité de leurs ressources humaines afin d'optimiser leurs ressources.

Pour plus d'information :

http://www.vgg.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_index.aspx?Annee=2013

> Jo-Ann Lauzon, directrice générale

Des nouvelles arrivées à la FQA



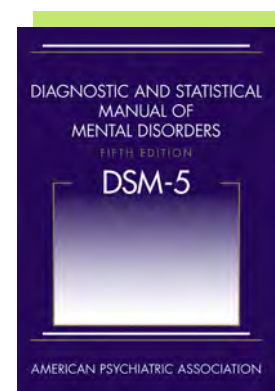
L'éducation sexuelle pour les personnes atteintes d'autisme

Un article écrit par le Dr Isabelle Hénault à la demande de la FQA & publié dans la revue Sexologie Actuelle .

Disponible au centre de documentation et sur [notre site Internet](#)

DSM-5

Ce 25 juillet, la FQA a reçu une copie du très attendu DSM-5. Il est désormais en libre accès dans notre centre de documentation.



LA JOURNÉE ANNUELLE DE LA FÉDÉRATION



Nous avons le plaisir d'accueillir à Québec, le 8 juin dernier, 25 personnes représentant 11 de nos 16 associations régionales, lors de la journée annuelle de la Fédération.

La journée a débuté avec 38e assemblée générale. La présidente, Mme Ginette Côté, a rappelé que, suite à l'élection provinciale, plusieurs changements étaient survenus au ministère de la Santé et des Services sociaux et que la commission de la santé et des services sociaux avait annulé sa consultation sur les services en autisme. Pourtant, les retards de service sont toujours présents, le dernier rapport du vérificateur général le confirme. La directrice générale quant à elle a rappelé que l'année avait d'abord été marquée par le déménagement des locaux de la Fédération et que les changements s'étaient poursuivis par le déclenchement des élections, ce qui avait fait prendre du retard dans certains dossiers qui étaient discutés avec le gouvernement précédent. Entre autres, la situation a entraîné du retard dans le dépôt du rapport Langlais.

Parmi les perspectives pour 2013-2014,

Mme Lauzon informe les membres que le conseil d'administration de la Fédération a voté un soutien financier à la formation pour les parents avec une formule qui permettra aussi de payer des honoraires pour des conférenciers. La rédaction du Guide de soutien pour les familles se met en branle et les

travaux du comité ministériel sur les activités socioprofessionnelles ont débuté en juin.

Les administrateurs dont le mandat était échu ont présenté à nouveau leur candidature et ils ont été réélus par acclamation.

Les administrateurs de la Fédération pour 2013-2014 sont :

Ginette Côté, présidente

Région de Québec

Lucille Bargiel, vice-présidente

Région de la Montérégie

Aline Moreau, secrétaire-trésorière

Région de Lanaudière

Michel Francoeur, administrateur

Région de la Mauricie

Jocelyne Sylvestre, administratrice

Région de l'Outaouais

Germain Lafrenière, administrateur

Région de Laval

Marie Decoste, administratrice

Région de l'Est-du-Québec

Martin Prévost, membre associé

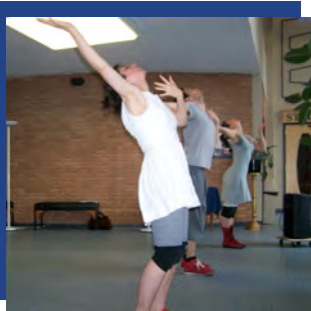
Nathalie Plante, membre de la communauté

En après-midi, nous avons le plaisir d'accueillir Mme Sophie Plaisance, intervenante de l'Association régionale autisme et TED Montérégie. Elle nous présentait les étapes de la mise en place du Projet pilote fratrie, expérimentée en Montérégie, pour les frères et sœurs de personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme, âgés de 6 et 12 ans. Parmi les sujets abordés, les participants ont été informés de la nature du programme d'intervention, du mode de financement, des hypothèses de travail qui ont orienté les travaux, des approches d'intervention utilisées, des difficultés rencontrées et des pistes de solution et enfin, des observations suite aux trois années d'expérimentation du projet. La présentation de Mme Plaisance a suscité beaucoup d'intérêts et de questions.



L'ACTU DE LA FÉDÉ (SUITE)

Suite à la présentation du projet pilote fratrie, de nouveaux invités se sont joints à nous pour la remise des prix de la Fédération. Au total, une cinquantaine de personnes étaient présentes. Cette année, nous avons le privilège d'être associé à de prestigieux partenaires pour la remise de ces prix, avec Mme Ginette Côté, ils ont accepté de signer le certificat de mérite remis aux lauréats : il s'agit de Mme Marie Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour le PRIX GILBERT-LEROUX, de Mme Agnès Maltais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le PRIX PETER-ZWACK et Mme Véronique Hivon, ministre déléguée aux Services sociaux et à la protection de la jeunesse pour le PRIX COUP DE CHAPEAU. Nous avons le plaisir d'avoir avec nous la représentante de cette dernière, Mme Marie-Joelle Carbonneau.



Le PRIX PETER-ZWACK en hommage à un homme de conviction qui croyait fermement à l'intégration des personnes autistes au travail, a été décerné à Maï(g)ween et les Orteils. Il s'agit d'une

compagnie de gigue contemporaine créée en 2008 qui travaille avec des artistes professionnels marginalisés et différents. La plus récente création de la compagnie, Six pieds sur terre, a été chaleureusement accueillie par la critique et par le milieu professionnel de la danse. Les lauréats sont : Maïgween Desbois, initiatrice du projet et Antony Dolbec, artiste de la troupe. Nous avons eu le plaisir de les voir à l'œuvre dans une courte présentation qui a suivi la présentation des prix.



Le Prix Gilbert-Leroux, en hommage à un psychologue passionné qui a joué un rôle déterminant pour favoriser l'intégration des élèves autistes à l'école, a été décerné à l'école Morand-Nantel-Beau-Séjour pour son

projet d'intégration scolaire alternative. Il s'agit d'une formule d'intégration progressive de type mixte. La commission scolaire a appuyé le projet et attribué les ressources nécessaires à son développement et à sa réussite. Les lauréats sont : Madame Catherine Des Rivières, maman et initiatrice du projet, l'école Morand-Nantel-Beau-Séjour, milieu d'accueil du projet et Arthur et Raphaël Barcelo les deux élèves qui ont profité du projet.

Enfin, le PRIX COUP DE CHAPEAU qui reconnaît un projet remarquable favorisant la participation sociale des personnes autistes a été décerné à l'école Édouard-Montpetit pour avoir

soutenu des activités de sensibilisation à l'autisme dans son établissement pendant le mois de l'autisme 2013. Le groupe d'élèves TED de l'école a organisé plusieurs activités pendant ce mois, dont un kiosque qui vendait tous les jours des objets de sensibilisation. On y trouvait aussi de l'information sur l'autisme. Les lauréats sont : Josée Mercier, initiatrice du projet, l'école Édouard-Montpetit, milieu d'accueil du projet et tous les élèves du groupe TED.



> Jo-Ann Lauzon



LE DOSSIER : Les 21 ans et plus : activités socioprofessionnelles et communautaires

Vous vous souvenez qu'en avril dernier, Mme Véronique Hivon, ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, avait annoncé un investissement de 10 millions pour les services socioprofessionnels de cinq régions et elle avait aussi annoncé la mise sur pied d'un **groupe de travail** qui se pencherait sur **l'organisation des services socioprofessionnels et communautaires** pour les personnes de plus de 21 ans ayant une déficience intellectuelle, une déficience physique ou un trouble du spectre de l'autisme. Les **objectifs** liés à ce mandat sont de :

Faire le point sur les besoins des personnes et des familles concernées et sur les services offerts à celles-ci par les différents acteurs du réseau de la santé et des services sociaux, dans le but d'en comprendre l'organisation, les interfaces entre les établissements et organismes, d'en identifier les forces et les limites et finalement, de dégager des propositions visant à mieux répondre aux besoins;

Faire le point sur les interfaces et les zones de collaboration entre le réseau de la santé et des services sociaux et d'autres secteurs d'intervention, dans le but d'en comprendre le fonctionnement, d'en identifier les forces et les limites et de proposer des pistes d'améliorations.

Ce sont mesdames Rachel Ruest et Jocelyne Bélanger, fonctionnaires retraitées du MSSS, qui sont responsables de la réalisation de ce mandat. Une cueillette de données a été faite auprès des établissements afin d'identifier les principaux besoins et l'OPHQ mène une enquête qualitative dans cinq régions

Le groupe de travail, ou comité-conseil, est composé des quatre grandes associations

(COPHAN, AQIS, AQRIPH et FQA) de la FQCRDITED, de représentants de CSSS, de l'OPHQ, du MSSS et de représentants des agences. Il tiendra au plus trois rencontres. Il y aura aussi des échanges avec les différents ministères concernés : Emploi et Solidarité (MESS), Famille (MFA), et Éducation (MELS).

Le 20 juin, une première rencontre du comité-conseil s'est tenue à Québec afin que nous soit présenté les différentes étapes de la démarche et de commenter le document de discussion qui servira aux sessions de travail avec différents groupes.

Le 17 juillet, une session de travail s'est tenue à la Fédération québécoise de l'autisme. Étant donné que la très grande majorité de nos associations régionales n'était pas disponible à cette date, nous avons fait circuler le questionnaire qui servait de base à la discussion afin d'obtenir leurs commentaires. Mesdames Ruest et Bélanger ont pu discuter avec des représentants de nos associations de la région de Québec, Montérégie, Outaouais et Montréal ainsi qu'un membre du conseil d'administration de la Fédération.

Le comité-conseil se réunira à nouveau en octobre pour discuter de l'état de situation qui se dégagera de la cueillette d'information. Il est prévu qu'un bilan assorti de pistes de solution soit déposé fin décembre à Mme Hivon.

Lors de la rencontre du 17 juillet, la Fédération a déposé une copie du document de travail contenant les réponses des associations régionales d'autisme ainsi qu'un portrait des services socioprofessionnels chez les personnes autistes de plus de 21 ans. Ces documents sont [consultables ici](#)

> Jo-Ann Lauzon





Marie Josée Cordeau est née en 1966 en Montérégie. Après l'école secondaire, elle s'oriente vers une carrière en droit, lorsque ses intérêts particuliers la font dévier vers des études en cinéma. Après un certificat en scénarisation cinématographique à

l'Université du Québec à Montréal et une majeure en études cinématographiques à l'Université de Montréal, ses difficultés sociales ainsi que ses troubles sensoriels l'empêchant de supporter le chaos des plateaux de tournage, elle doit donc se résigner à renoncer à gagner sa vie dans son champ d'intérêt spécifique. Depuis 1993, elle a occupé divers emplois de bureau à temps plein et elle travaille actuellement dans la fonction publique depuis 2005.

Suite à une expérience professionnelle particulièrement douloureuse à la fin des années 90, elle publie un ouvrage intitulé « Le harcèlement psychologique au travail » (éditions JCL) qui a été en nomination pour le grand prix du livre d'affaires des HEC en 2005. Elle a également donné des conférences sur ce sujet et des ateliers de sensibilisation en entreprises.

C'est en 2009, suite à des recherches sur internet concernant les codes sociaux qu'elle découvre enfin le syndrome d'Asperger et s'y reconnaît. Elle entreprend par la suite des démarches afin d'obtenir son diagnostic officiel, qu'elle obtiendra auprès du Dr. Isabelle Hénault (qui a travaillé durant plus de 2 ans en Australie avec Tony Attwood) en juillet 2012.

Marie Josée est actuellement l'auteure d'un blogue sur internet : « 52 semaines avec une autiste asperger » et elle met en ligne à chaque dimanche, durant un an, un texte de

sensibilisation sur sa vie avec l'autisme et le syndrome d'Asperger plus particulièrement. Son périple se terminera en avril 2014. Elle travaille également à la rédaction d'un livre pratique sur l'utilisation des codes sociaux écrits et non-écrits à l'usage des personnes Asperger, des autistes de haut niveau et de toute personne souffrant de difficultés relationnelles ainsi que sur un roman avec comme personnage principal un autiste Asperger. Elle collabore également depuis septembre 2012 à la revue TED Express publiée par l'organisme Arated Montérégie.

Marie Josée s'est donné pour mission de mieux faire connaître le spectre autistique et de faire le pont entre le mode de pensée et de fonctionnement autistique et le mode de pensée et de fonctionnement typique (non-autiste).

Blogue 52 semaines :

<http://52semaspie.blogspot.ca/>

Livre sur le harcèlement psychologique au travail : http://www.jcl.qc.ca/detail_livre.php?isbn=2-89431-320-9



DES NOUVELLES DES MEMBRES

« TRAIT D'UNION OUTAOUAIS EST LÀ TOUT AU LONG DE LA VIE »

Un nouvel énoncé de mission qui inclut les adultes



Au terme d'une démarche de consultation et de réflexion qui s'est déroulée au cours de la dernière année, Trait d'Union Outaouais inc. (TUOI) a décidé d'élargir sa mission pour inclure les adultes ayant un trouble du spectre de l'autisme (TSA) ainsi que leur famille.

C'est ce qu'a annoncé en primeur à ses membres, Mme Brigitte Boucher Boily, présidente de l'organisme, lors de l'assemblée générale annuelle le 15 juin dernier.

« Cette décision a été prise par souci de solidarité, de cohérence et de continuité des valeurs qui sont chères à notre organisme et à nos familles » a-t-elle ajouté. En plus d'aligner ses pratiques sur celles des autres associations en autisme au Québec, l'organisme répond ainsi à la demande des familles et des partenaires, soit de le voir jouer encore plus pleinement son rôle de leader régional en matière de services aux personnes avec un TSA, et ce, tout au long de leur vie.

Présent à l'assemblée générale annuelle, M. Denis Corriveau, responsable du comité d'action politique des parents en TSA (CAPP-TSA) et père d'une adulte autiste de 26 ans, était visiblement heureux de ce qu'il a qualifié de renaissance des services aux adultes à TUOI : « Les familles quittaient TUOI à regret lorsque leur enfant avec un TSA atteignait l'âge de 21 ans et on constatait alors trop souvent, qu'il n'y avait plus personne pour soutenir les parents et défendre les droits des adultes et de leur famille ». Depuis plusieurs années, le conseil d'administration de TUOI et le CAPP-TSA travaillaient de concert pour défendre les intérêts des personnes autistes de tout âge auprès des divers ministères et paliers gouvernementaux. Cet élargissement de mission vient donc renforcer cette union.

À court terme, cela veut dire que les jeunes de 21 ans qui sont présentement desservis poursuivront leur participation au sein de leur groupe d'appartenance, et que les parents d'adultes auront accès à la gamme de services offerts aux familles par TUOI. Sébastien, le jeune adulte de TUOI qui a initié cette démarche il y a un an, s'est dit très heureux de cette nouvelle. Il a d'ailleurs été chaudement applaudi par les membres lors de l'assemblée annuelle.

« Nous nous donnons un an pour élaborer, en collaboration avec nos partenaires, le plan de développement et de mise en oeuvre des services aux adultes » de dire la directrice Jocelyne Sylvestre. Elle a précisé qu'afin de maintenir la qualité des services qui a fait la réputation de TUOI, le développement se fera graduellement.

De son côté, l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais a confirmé la semaine dernière, l'octroi d'une subvention de 145 000 \$ à TUOI pour le développement des services aux adultes. TUOI avait déposé une demande à la suite de l'annonce en avril par la ministre déléguée aux services sociaux, Mme Véronique Hivon, d'un investissement de 1,35 M\$ en Outaouais en vue d'améliorer les services aux adultes ayant une déficience, dont ceux avec un TSA.

> Jocelyne Sylvestre, Directrice de TUOI



NOUVELLES NOMINATIONS AU CROM



Suite à un processus de sélection rigoureux comprenant une pré-sélection de cinq candidats ainsi qu'une série d'entrevues et de tests, le conseil d'administration du CROM a reçu le 20 février le rapport de son comité de sélection du directeur général. Le conseil a également accepté la recommandation du comité de nommer au poste **Dre Katherine Moxness**, précédemment directrice des services professionnels au CROM, sous condition de l'autorisation par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Dre Moxness est entrée en fonction en tant que directrice général par intérim le 1er avril 2013, et en tant que directrice générale suite à cette autorisation reçue le 3 mai 2013.

Tout au long de sa carrière, Dre Moxness s'est vouée au traitement, au soutien et à l'étude des personnes présentant un trouble du spectre autistique, de sa formation en tant que psychologue jusqu'à son rôle actuel. Ayant publié divers écrits dans le domaine, elle a obtenu son doctorat en psychologie, counselling et psychologie éducationnelle de l'Université McGill. Elle appuie fortement l'intervention comportementale intensive (ICI) pour les enfants autistes et, en 2009, a joué un rôle primordial dans le lobbying pour que la Loi 21 permette aux psychologues québécois de diagnostiquer l'autisme.

Le CROM a le plaisir d'annoncer la nomination de **Dre Marjorie Aunos** au poste de directrice des services professionnels. Dre Aunos est arrivée au CROM en tant que psychologue en 2002 et a été promue au poste de coordonnatrice, Services ultraspécialisés, en 2008. Elle détient un doctorat en psychologie de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal, avec spécialisation en déficience intellectuelle (DI) et en parentalité.

La thèse de Dre Aunos et son expérience de travail auprès des parents qui présentent une DI, en collaboration avec les services à la clientèle, ont amené à la création du programme de parentalité du CROM. Ce service a été reconnu par Agrément Canada comme « une pratique exemplaire » en 2010. En tant que professeure-adjointe à l'UQAM et à Brock University, elle a enseigné plusieurs cours dans les domaines de la déficience, les étapes de vie et la planification des transitions pour les personnes présentant une DI ou un TSA. Une auteure réputée et une présentatrice très demandée dans le domaine, elle a supervisé de nombreux étudiants et stagiaires dans un contexte clinique et de recherche. La nomination de Dre Aunos a été annoncée lors de la séance du conseil d'administration le 12 juin et prendra effet en septembre 2013.



CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ATEDM - Dre Suruchi Chandra, Psychiatre



Il existe de plus en plus de preuves scientifiques qui démontrent que l'environnement joue un rôle dans le développement et la progression des troubles du spectre autistique (TSA).

Dans la première partie de la conférence, nous verrons comment l'environnement peut affecter certains systèmes de l'organisme humain liés aux TSA, tels que le système nerveux, le système immunitaire et le système gastro-intestinal. Nous examinerons ensuite certaines façons de mesurer et de prévenir l'impact des facteurs environnementaux sur le dysfonctionnement du système. L'accent sera mis sur les approches naturelles et holistiques, telles que les changements alimentaires, les plantes médicinales et les vitamines. Dans la deuxième partie de cette conférence, nous vous présenterons des gestes simples qui vous permettront de réduire au minimum l'exposition de votre famille aux toxines environnementales et d'assainir votre maison. Nous parlerons des produits ménagers, des articles de toilette, de la qualité de l'air et de la création d'un « lieu sacré » pour dormir.

[Plus d'informations ici](#)